

**OBJET RHI DE PETITE-ILE**  
**CRAC 2010 ET AVENANT N° 6**

---

**1. CONTEXTE DE L'OPERATION**

La Commune de Saint Denis a confié à la SIDR, par délibération du 6 mai 2003, une étude de faisabilité opérationnelle de la Résorption de l'Habitat Insalubre sur le quartier de Petite Ile, afin de définir un programme d'intervention et son corollaire le bilan financier.

Suite aux conclusions de l'étude pré opérationnelle de 2003, la commune de Saint-Denis a validé, lors de son conseil municipal du 18 juin 2004, l'engagement d'une opération de Résorption de l'Habitat Insalubre sur le quartier de Petite Ile avec comme cadre une Convention Publique d'Aménagement confiée à la SIDR telle que définie par la loi SRU du 13 décembre 2000.

Cette convention a été passée sur l'ensemble du territoire du quartier de Petite-Ile sur la base d'un programme qui prévoit, entre autres :

- la restructuration urbaine du quartier ;
- le remplacement de 2/3 des logements en mauvais état;
- la réhabilitation de l'ensemble des réseaux secs et humides ;
- la réalisation de programmes neufs en accession et location en réponse aux besoins de la population ;
- la réalisation de logements adaptés pour les personnes âgées ;
- des actions d'accompagnement sur le quartier par la mise en place d'une MOUS.

**2. AVANCEMENT DE L'OPERATION DE RHI**

**2.1 Avancement des travaux VRD**

Entreprises retenues et montant des marchés :

LOT 10 - VRD : GTOI pour un montant : 3 849 942.50 € HT

LOT 12 - BASSE TENSION-ECLAIRAGE PUBLIC : ELI BAT : pour un montant : 357 799.51 € HT

LOT 13 - PLANTATION -ARROSAGE : LA MARE EV: pour un montant : 174 010 € HT

Coordinateur de sécurité : Cabinet ATES

Durée des travaux : 48 mois

Démarrage de chantier VRD : Décembre 2005

## **Rapport n° 11/5-39**

**L'état d'avancement des travaux VRD est de 75,5 % au 31/12/2010.**

### **• Année 2010**

---

#### **VRD**

La deuxième tranche VRD correspond au tronçon de la rue Ticoune qui alimentera les opérations de logements Tisserins (44 LLTS) et les 10 LES de la seconde tranche. Les travaux VRD ont dû être interrompus en mai juin 2010 suite au blocage d'un riverain. L'incidence financière de cet arrêt de chantier est de 32 299 € HT.

#### **DEMOLITION**

Au 31/12/2010, il reste :

- 1 logement à démolir sur l'emprise de TISSERIN ;

### **• Perspectives 2011 et plus**

---

#### **VRD**

Le retour des entreprises pour la 2<sup>ème</sup> tranche de VRD (seconde phase concernant les réseaux secs) est à envisager en 2012 pour pouvoir poursuivre en continu les travaux de la 3<sup>ème</sup> tranche.

La 3<sup>ème</sup> tranche VRD est à prévoir en 2012 et reste conditionnée par la livraison de la 2<sup>ème</sup> opération tiroir « Tisserin ». Les travaux de la 3<sup>ème</sup> tranche correspondent aux :

- traitement de la Rue des Tamarins à 100 %,
- chemins piétons,
- clôtures sur la Rue cayenne.

#### **DEMOLITION**

Une 3<sup>ème</sup> phase de démolition serait envisagée en 2012, sous condition de la livraison de la 2<sup>ème</sup> opération tiroir « Tisserin ».

Ces démolitions concerneront les logements situés de part et d'autre des Rues Tamarin et Cayenne.

**2.2 Avancement des opérations de logements**

**Rappel de la programmation logements au 31/12/2010**

| Phases                                  | Démarrage Travaux | ACCESSION   |           |           |                      | LOCATIF LLTS                     | TOTAL      |
|---|-------------------|-------------|-----------|-----------|----------------------|----------------------------------|------------|
|   |                   | Lots libres | LES       | PTZ       | Amélio               |                                  |            |
| PHASE 1<br>PM : 20 familles transférées | 2006              |             | 8         |           |                      |                                  |            |
| PHASE 2                                 | 2007              |             |           |           | 12<br>(13 CF)        | 32 SC<br>(dont 10 LA)<br>0 LI    |            |
| PHASE 3                                 | 2008              |             |           |           |                      |                                  |            |
| PHASE 4                                 | 2009              |             | 10        | 2         | 3                    | 44 SC                            |            |
| PHASE 5                                 | 2010              |             |           | 7         |                      |                                  |            |
| PHASE 6                                 | 2011 et plus      | 23          | 6         | 9         | 16<br>(17CF)         | 42 LI                            |            |
| <b>TOTAL</b>                            |                   | <b>23</b>   | <b>24</b> | <b>18</b> | <b>37</b><br>(13 CF) | <b>118</b><br>(25 SC)<br>(42 LI) | <b>212</b> |
| <b>TOTAL ACCESSION</b>                  |                   |             |           |           |                      | <b>96</b>                        |            |

SC : Semi collectif  
LI : Logement Individuel  
LA : Logement Adapté  
CF : Charges Foncières

• **1ère tranche de LES**

LBU : 2005.

Nombre de logements : 8 LES.

Pour rappel, les 8 LES couvrent deux zones distinctes au sein du quartier (2 se situent Rue des Flamboyants et les 6 autres le long de la Ravine Gentille).

Les 2 premiers LES situés sur la rue des Flamboyants ont été livrés en février 2009.

Au 31/12/2010, 2 familles résidaient encore sur l'emprise foncière des 6 LES.

Les constructions des 6 LES, situées à proximité de la Ravine Gentille, sont subordonnées à la libération du terrain.

**• 32 LLTS « PAILLE EN QUEUE »**

---

LBU : 2005.

Nombre de logements : 32 LLTS (semi collectifs) dont 10 logements adaptés pour les personnes âgées ou à mobilité réduite.

Cette programmation correspond à la 1<sup>ère</sup> opération de logements « tiroirs ».

Pour rappel, deux appels d'offres ont été infructueux en 2005 et 2006, ce qui a nécessité un financement supplémentaire (septembre 2006) :

- prise en charge des VRD dans le cadre de l'opération d'aménagement générant une participation complémentaire de la collectivité (127 729 €),
- subvention complémentaire de la collectivité à l'opération de construction locative (subvention dispositif « surcharge foncière ») pour un montant de 172 271 €.

Démarrage des travaux (fin 2007) et livraison en février 2009

**• 1<sup>ère</sup> tranche d'acquisitions-améliorations (12 familles)**

---

Les chantiers ont duré entre 4 à 9 mois selon le type de travaux, soit des livraisons au 2<sup>ème</sup> trimestre 2008.

**• 2<sup>ème</sup> tranche d'acquisitions - améliorations (2 familles)**

---

Cette 2<sup>ème</sup> tranche d'acquisition - amélioration a fait l'objet de plusieurs abandons en cours de route (interdit bancaire, problèmes familiaux), au final deux familles ont été concernées.

- En 2009 : signature des actes de vente - ouverture de chantier et réception des travaux.
- En 2010-2011 : réserves à lever (famille JUILLEROT).

**• 3<sup>ème</sup> tranche d'acquisitions - améliorations (4 familles)**

---

Cette 3<sup>ème</sup> tranche d'amélioration a été lancée en 2009 et concerne 5 familles.

- En 2009 : éligibilité des familles - réalisation des enquêtes techniques
- En 2010 : montage du plan de financement - dépôt des dossiers de demandes de subvention (LBU) - dépôt des Permis de Construire

Fin 2010, la DEAL a émis un avis négatif sur les permis car non conformes au PPRI en vigueur. Dès 2006, des travaux d'endiguement de la ravine Gentille ont été réalisés afin de lever l'aléa fort inondation sur la partie nord ouest du quartier de Petite Ile.

## **Rapport n° 11/5-39**

La révision du PPR a pris du retard et n'est toujours pas effective au 31/12/2010.

- 2011-2012 : nouveaux dépôts de permis de construire – obtention des arrêtés de subvention – signature des actes de vente entre la SIDR et les familles- démarrage et réception des travaux de réhabilitation.

### **• 2ème tranche de LES**

---

LBU 2006.

Nombre de logements : 10 LES.

Lancement de l'appel d'offres effectué à la fin 2008.

OS de démarrage initialement prévu septembre 2009, pour une livraison fin 2010.

La libération de l'emprise du terrain de la 2ème tranche de LES était conditionnée en partie par la livraison de l'opération « Paille en queue » en février 2009 et le relogement de familles situées sur le terrain d'assiette.

La libération totale de l'emprise n'a été effective qu'en octobre 2010. A fin 2010, du retard avait été pris par le constructeur, reportant la livraison des 10 logements au 1<sup>er</sup> trimestre 2012.

### **• TISSERIN - 2ème opération « tiroir »**

---

LBU 2006.

Nombre de logements : 44 logements LLTS.

Dépôt du PC réalisé en juin 2008.

OS de démarrage initialement prévu en septembre 2009 pour une livraison fin 2010.

La libération de l'emprise du terrain de « Tisserin » est conditionnée par la livraison de « Paille en queue » et le relogement de 3 familles ayant toutes refusées le transit sur « Paille en queue ».

Au vu des difficultés de libération de terrain, l'opération de construction a été scindée en 2 tranches : une tranche ferme correspondant à 26 logements et une tranche conditionnelle de 18 logements.

Un démarrage des travaux est prévu en mars 2011 pour la tranche ferme (durée de 13 mois).

La tranche conditionnelle devrait débuter mi 2012 pour une durée de 9 mois.

## Rapport n° 11/5-39

### 2.3 Avancement MOUS

En 2010 :

- Relogement de 3 familles afin de libérer les emprises des 1<sup>ère</sup> et 2<sup>ème</sup> tranches de LES ;
- suivi des projets d'acquisition–amélioration ;
- relogement en transit de deux familles situées sur le terrain d'assiette de « Tisserin » ;
- communication sur le projet d'aménagement et accompagnement des familles ;
- suivi des projets PTZ ;

Perspectives 2011 et plus :

- suivi de la 4<sup>ème</sup> tranche d'acquisition amélioration ainsi que la gestion inhérente aux relogements en transit le temps des travaux de réhabilitation ;
- suivi des 2 premières tranches de LES ;
- suivi des PTZ ;
- poursuite des négociations avec les familles bloquant les terrains d'assiette de la 1<sup>ère</sup> et 2<sup>ème</sup> tranche de L.E.S. et « Tisserin » ;
- actions d'informations ;
- accompagnement des familles.

### 3. BILAN FINANCIER

#### 3.1 Evolution du bilan financier

|  | CRPO<br>INITIAL<br>approuvé<br>18-juin-04 | Dernier<br>CRPO<br>approuvé<br>20-nov-10 | CRAC<br>2009<br>prévision<br>2010 | CRAC<br>2010<br>réalisé<br>2010 | CRAC<br>2010<br>prévision<br>2011 | CRAC 2010<br>NOUVEAU<br>CRPO<br>à approuver | CRAC 2010<br>NOUVEAU<br>CRPO<br>à approuver |
|--|---|--|-----------------------------------|---------------------------------|-----------------------------------|---|---|
|  | € HT                                      | € HT                                     | € HT                              | € HT                            | € HT                              | € HT  | € TTC                                       |
| CESSIONS   | 2 553 620                                 | 2 570 000                                | 426 000                           | 86 000                          | 313 000                           | 2 570 000                                   | 2 647 301                                   |
| PARTICIPATION<br>COLLECTIVITE                    | 1 030 270                                 | 2 081 052                                | 184 332                           | 184 332                         | 368 664                           | 2 236 453                                   | 2 426 389                                   |
| PARTICIPATION<br>COLLECTIVITE<br>SUBVENTIONS RHI | 4 121 081                                 | 3 841 431                                | 430 634                           | 355 894                         | 97 565                            | 3 841 431                                   | 4 167 953                                   |
| SOLDE TVA MARGES<br>SUR PRODUITS                 |   | -102 348                                 | -9 635                            |                                 |                                   | -102 348                                    |   |
|  |   |  |                                   | 149                             | -4 126                            |   |   |
| <b>TOTAL DES PRODUITS</b>                        | <b>7 704 972</b>                          | <b>8 390 135</b>                         | <b>1 031 331</b>                  | <b>626 375</b>                  | <b>775 103</b>                    | <b>8 545 536</b>                            | <b>9 241 643</b>                            |
| ETUDES PRE-<br>OPERATIONELLES                    | 50 000                                    | 49 750                                   |                                   |                                 |                                   | 49 750                                      | 53 979                                      |
| MAITRISE<br>DES SOLS                             | 40 000                                    | 6 544                                    | -34                               | 1 097                           | 498                               | 6 544                                       | 6 916                                       |
| MISE EN ETAT<br>DES SOLS                         | 582 100                                   | 1 345 656                                | 104 016                           | 62 426                          | 9 650                             | 1 345 656                                   | 1 450 635                                   |
| ETUDES ET TRAVAUX<br>D'INFRASTRUCTURES           | 6 329 111                                 | 6 023 804                                | 155 381                           | 397 121                         | 32 548                            | 6 182 614                                   | 6 702 571                                   |
| FRAIS DE GESTION<br>ET REMUNERATION              | 703 761                                   | 964 381                                  | 92 482                            | 78 028                          | 81 273                            | 960 972                                     | 960 972                                     |
| SOLDE TVA<br>REMBOURSABLE                        |   |  |                                   |                                 |                                   |   | 66 569                                      |
| <b>TOTAL DES CHARGES</b>                         | <b>7 704 972</b>                          | <b>8 390 135</b>                         | <b>351 845</b>                    | <b>538 672</b>                  | <b>123 969</b>                    | <b>8 545 536</b>                            | <b>9 241 643</b>                            |

Le nouveau bilan prévisionnel passe de 8 390 135 € HT à 8 545 536 € HT.

## Rapport n° 11/5-39

### 3.2 Nouveau bilan financier actualisé au 31/12/2009

| DEPENSES (K€)                      |              |            |              | RECETTES (K€)                             |              |            |              |
|------------------------------------|--------------|------------|--------------|---|--------------|------------|--------------|
|                                    | HT           | TVA        | TTC          |   | HT           | TVA        | TTC          |
| Etudes pré opérationnelles         | 49           | 4          | 53           | Cessions                                  | 2 570        | 77         | 2 647        |
| Maîtrise des sols                  | 7            | 1          | 8            | Participation collectivité                | 2 236        | 190        | 2 426        |
| Mise en état des sols              | 1 346        | 105        | 1 451        | Participation Collectivité subvention RHI | 3 841        | 327        | 4 168        |
| Etudes et travaux d'infrastructure | 6 182        | 520        | 6 702        |   |              |            |              |
| Frais de gestion/rémunération      | 961          |            | 961          |   |              |            |              |
| Solde TVA                          |              | 65         | 66           | TVA sur marges                            | -102         | 102        |              |
| <b>TOTAL Dépenses</b>              | <b>8 545</b> | <b>696</b> | <b>9 241</b> | <b>TOTAL Recettes</b>                     | <b>8 545</b> | <b>696</b> | <b>9 241</b> |

### 3.3 Participation de la collectivité

Le montant de la participation de la collectivité passe de 2 081 052 € HT (soit 2 257 941.42 € TTC) à 2 236 453 € HT (soit 2 426 389 € TTC).

Entre le CRAC 2009 et le CRAC 2010, la participation de la collectivité augmente de 155 401 € HT, soit 168 447.58 € TTC.

Cette augmentation de la participation Ville est liée essentiellement à une augmentation des dépenses (avenant n°5 GTOI, menus travaux liés à des relogements dans des logements du parc ancien)

- Un Avenant n° 6 sera entériné en ce sens et annexé au présent CRAC.

## 4. SYNTHESE

Au vu des éléments d'information qui précèdent, je vous demande d'approuver le CRAC 2010 de l'opération RHI Petite-Ile ;

### Bilan financier de l'opération

De 8 390 135 € HT (CRAC 2009), le Compte de Résultat Prévisionnel de l'Opération actualisé passe à 8 545 536 € HT, soit 9 271 907 € TTC.

### Dépenses/ recettes pour l'exercice 2010

Les dépenses réalisées au cours de l'année 2010 s'élèvent à 513 182 € HT. Les produits appelés au cours de l'année 2010 s'élèvent à 626 375 € HT.

## Rapport n° 11/5-39

### Prévisionnel des dépenses/ recettes pour l'exercice 2011

Les dépenses prévues pour l'année 2011 sont de 123 969 € HT. Les produits à appeler en 2011 s'élèvent à 75 103 € HT.

### Objectifs opérationnels de l'année 2011

#### - VRD

Le retour des entreprises pour la 2<sup>ème</sup> tranche VRD (2<sup>ème</sup> phase concernant les réseaux secs) est à envisager en 2012 pour la rue Ticoune afin de poursuivre en continu la 3<sup>ème</sup> tranche VRD.

La 3<sup>ème</sup> tranche VRD est ainsi prévue en 2012 et reste conditionnée par la livraison de la 2<sup>ème</sup> opération Tiroir TISSÉRIN.

#### - DEMOLITION

Une 3<sup>ème</sup> phase de démolition serait envisagée en 2012, sous condition de la livraison de l'opération tiroir « Tisserin ».

Ces démolitions concerneront les logements situés de part et d'autres des rues Tamarins et Cayenne.

### Participation de la collectivité

La participation de la collectivité s'élève à 2 236 453 € HT, soit 2 426 552 € TTC, répartie de la manière suivante :

- Participation au déficit  
à hauteur de 92 166 € HT (soit 100 000 TTC) - appelé et encaissé en 2005 ;
  - participation au financement des équipements publics  
à hauteur de 2 131 888 € HT (soit 2 313 098 TTC) ;
  - participation MOUS/ OPAH/ divers  
à hauteur de 12 399 € HT (soit 13 453 € TTC) ;
- soit un total de 2 426 552 € TTC.

### Avenant n° 6 à la Convention Publique d'Aménagement

L'avenant n° 6 prévoit :

- l'augmentation de la participation communale de 2 257 941.42 € TTC à 2 426 552 € TTC.

### Conclusions

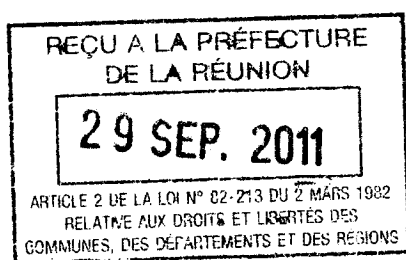
La collectivité doit désormais se positionner sur la validation :



## Rapport n° 11/5-39

- du nouveau bilan financier CRPO actualisé au 31/12/2010, soit 9 271 907 € TTC ;
- du réalisé 2010 et les Prévisions pour l'exercice 2011 ;
- des objectifs opérationnels pour l'année 2011 ;
- de la nouvelle participation de la collectivité, soit 2 313 098 € TTC ;
- de l'Avenant n° 6 à la CPA.

Je vous prie de bien vouloir en délibérer.



**NB** Le CRAC 2010 de la RHI Petite-Ile peut être consulté, sur demande, auprès de la Direction de l'Aménagement et des Projets Urbains / Hôtel de Ville / 1er étage - téléphone 0262 40 04 35 - télécopieur 0262 40 05 29.

**OBJET RHI DE PETITE-ILE  
CRAC 2010 ET AVENANT N° 6**

---

**LE CONSEIL MUNICIPAL**

Vu la Loi n° 82-213 du 2 mars 1982 relative aux droits et libertés des Communes, Départements, et Régions, modifiée ;

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales ;

Vu le Code de l'Urbanisme, notamment les Articles L. 311-1, R. 311-2 et R 311-5 ;

Vu la Délibération n° 04/3-29 du Conseil Municipal en séance du 18 juin 2004 portant approbation de la convention publique d'aménagement pour la résorption de l'habitat insalubre sur le quartier de PETITE-ILE ;

Vu la Délibération n° 04/4-15 du Conseil Municipal en séance du 20 août 2004 portant approbation de la procédure de concertation préalable à la création de la ZAC ;

Vu la Délibération n° 05/3-15 du Conseil Municipal en séance du 28 avril 2005 portant approbation du bilan de la concertation ;

Vu la Délibération n° 05/3-16 du Conseil Municipal en séance du 28 avril 2005 portant approbation du dossier de création de la Zone d'Aménagement Concerté (ZAC) ;

Vu la Délibération n° 05/5-35 du Conseil Municipal en séance du 24 juin 2005 portant approbation de du Dossier de Réalisation de la ZAC ;

Vu la Délibération n° 05/5-36 du Conseil Municipal en séance du 24 juin 2005 portant approbation du Programme des équipements publics de la ZAC ;

Vu la Délibération n° 05/8-23 du Conseil Municipal en séance du 15 décembre 2005 portant approbation du Cahier des Charges de Cessions de Terrains à l'intérieur du périmètre RHI ;

Vu la Délibération n° 05/6-71 du Conseil Municipal en séance du 15 décembre 2005 portant approbation du CRAC 2004 ;

Vu la Délibération n° 06/7-09 du Conseil Municipal en séance du 14 décembre 2006 portant approbation du CRAC 2005 ;

Vu la Délibération n° 07/12-65 du Conseil Municipal en séance du 26 juin 2007 portant approbation du CRAC 2006 ;

Vu la Délibération n° 08/9-25 du Conseil Municipal en séance du 13 décembre 2008 portant approbation du CRAC 2007 ;

## Délibération n° 11/5-39

Vu la Délibération n° 09/6-36 du Conseil Municipal en séance du 14 novembre 2009 portant approbation du CRAC 2008 et de l'Avenant n° 3 ;

Vu la Délibération n° 09/7-41 du Conseil Municipal en séance du 19 décembre 2009 portant approbation de l'Avenant n° 4 au Traité de Concession d'Aménagement relatif à la prolongation de la Convention d'Objectifs MOUS ;

Vu la Délibération n° 10/6-42 du Conseil Municipal en séance du 20 novembre 2010 portant approbation du CRAC 2009 et de l'Avenant n° 4 ;

Sur le RAPPORT N° 11/5-39 du Maire ;

Vu le rapport de Madame Monique ORPHE, 1<sup>ère</sup> Adjointe, présenté au nom des Commissions Affaire Générale/ Entreprise Municipale, et Aménagement/ Développement Durable ;

Sur l'avis favorable des dites Commissions ;

### **APRES EN AVOIR DELIBERE A L'UNANIMITE DES VOTANTS**

#### **ARTICLE 1**

Approuve le CRAC 2010 de l'opération RHI Petite-Ile, notamment les éléments suivants :

- le nouveau bilan financier CRPO actualisé au 31/12/2010, soit 9 271 907 € TTC ;
- le réalisé 2010 et les Prévisions pour l'exercice 2011 ;
- les objectifs opérationnels pour l'année 2011 ;
- la nouvelle participation de la collectivité, soit 2 313 098 € TTC ;
- l'Avenant n° 6 à la CPA.

#### **ARTICLE 2**

Autorise le Maire à signer tout document relatif à cette affaire.

#### **ARTICLE 3**

Les crédits nécessaires seront imputés au budget principal, sous la fonction 824 et l'article 2042.

Pour extrait certifié conforme,  
Fait à Saint-Denis, le

26 SEP. 2011



LE MAIRE

Gilbert ANNETTE

# **AVENANT N°6 A LA CONVENTION PUBLIQUE D'AMENAGEMENT POUR L'OPERATION RHI PETITE ILE, COMMUNE DE SAINT DENIS**

Objet : Modifications de certains termes de la Convention Publique d'Aménagement établie entre la SIDR et la ville de Saint Denis.

## **1- MODIFICATION DU BILAN FINANCIER**

**Conformément à l'article 18 de cette convention**, la SIDR a présenté aux conseils municipaux les comptes rendus annuels à la collectivité depuis le début de la RHI ZAC PETITE ILE pour l'année 2004, 2005, 2006, 2007, 2008, 2009 :

Dans le bilan approuvé, le Compte de Résultat Prévisionnel d'Opération 2009 était de **8 390 135 € HT** (soit 9 073 195 € TTC), avec une participation de la collectivité de 2 081 052€ HT, (soit 2 257 941€ TTC)

Le dernier CRAC 2010 a fait apparaître une modification du bilan global de l'opération, suite à des variations sur les postes de l'opération en dépenses.

Il est donc proposé d'adopter **un nouveau bilan de la Convention Publique d'Aménagement présentant un montant total de produits et de charges de 8 545 536 € HT** (soit 9 241 643 € TTC) :

## **2- MODIFICATION DE LA PARTICIPATION DE LA VILLE**

**Conformément à l'article 17 de la Convention Publique d'Aménagement**, la SIDR doit entériner, par voie d'avenant toute modification du montant de la participation de la collectivité.

- **Au CRAC 2009, la participation totale de la collectivité a été fixée à 2 081 052 € HT**, (soit € 2 257 941 € TTC) dont
  - 1 976 636 € HT au financement des équipements publics,
  - 92 166 € HT de participation au titre du déficit,
  - 12 250 € HT de participation au titre de la MOUS.
  
- **Au dernier CRAC 2010, la participation totale de la collectivité a été validée sur la base de 2 236 453 € HT**, (soit 2 426 390 € TTC) dont
  - 2 131 888 € HT au financement des équipements publics,
  - 92 166 € HT de participation au titre du déficit,
  - 12 399 € HT de participation au titre de la MOUS.

Il est donc proposé une nouvelle participation de la ville à hauteur de **2 236 453 € HT**, (soit 2 426 390 € TTC)

## **CECI EXPOSE, IL EST CONVENU CE QUI SUIT :**

### **Article 1 : Compte de Résultat Prévisionnel d'Opération**

Le bilan global de la Convention Publique d'Aménagement pour l'opération RHI PETITE ILE présente un montant total de produits et de charges de 8 545 536 € HT (huit millions cinq cent quarante cinq mille cinq cent trente six euros hors taxes), soit (9 241 643 € TTC).

| DEPENSES (K€)                      |              |            |              | RECETTES (K€)                         |              |            |              |
|------------------------------------|--------------|------------|--------------|---------------------------------------|--------------|------------|--------------|
|                                    | HT           | TVA        | TTC          |                                       | HT           | TVA        | TTC          |
| Etudes pré-opérationnelles         | 49           | 4          | 53           | Recessés                              | 2 570        | 77         | 2 647        |
| Maîtrise des sols                  | 7            | 1          | 8            | Participation collectivité            | 2 236        | 190        | 2 426        |
| Mise en Etats des sols             | 1 346        | 105        | 1 451        | Participation collectivité subvention | 3 841        | 327        | 4 168        |
| Etudes et travaux d'infrastructure | 6 182        | 520        | 6 702        |                                       |              |            |              |
| Frais de gestion/rémunération      | 961          |            | 961          |                                       |              |            |              |
| Solde TVA                          |              | 66         | 66           | Assurances                            | -102         | 102        |              |
| <b>TOTAL Dépenses</b>              | <b>8 545</b> | <b>696</b> | <b>9 241</b> | <b>TOTAL Recettes</b>                 | <b>8 545</b> | <b>696</b> | <b>9 241</b> |

### **Article 2 : Participation communale**

- **La participation prévisionnelle totale de la collectivité est de 2 236 453 € HT,** (soit 2 426 390 € TTC) dont
  - 2 131 888 € HT au financement des équipements publics,
  - 92 166 € HT de participation au titre du déficit,
  - 12 399 € HT de participation au titre de la MOUS.

Conformément à l'échéancier prévisionnel des participations communales arrêté en concertation avec la ville, la commune a validé un plan pluriannuel de financement des opérations d'Aménagement qui prévoit une participation communale au financement des équipements publics de l'opération ZAC RHI PETITE ILE de 184 332 € HT, soit 200 000 € TTC au 31.12.10.

**Echéancier prévisionnel**

|  | 2005   | 2006 | 2007                 | 2008 | 2009    | 2010    | 2011    | 2012    | 2013    |
|--|--------|------|----------------------|------|---------|---------|---------|---------|---------|
| Participation de la collectivité au Déficit (€ HT)                             | 92 166 |      |                      |      |         |         |         |         |         |
| Participation de la collectivité au financement des équipements Publics (€ HT) |        |      | 603 475              | 0    | 568 663 | 184 332 | 368 664 | 184 332 | 222 421 |
| Participation de la collectivité à la MOUS (€ HT)                              | 5 250  |      | 7000                 |      |         |         |         |         |         |
| Avance sur Trésorerie versée et remboursée                                     |        |      | +400 000<br>-400 000 |      |         |         |         |         |         |

Le reste des articles de la convention publique d'aménagement demeure inchangé.

Fait en quatre exemplaires originaux dont deux pour chacune des parties,

A \_\_\_\_\_, le \_\_\_\_\_

Pour la SIDR,  
Le Directeur Général

M. Philippe JOUANEN

Pour la Ville De Saint Denis,  
Monsieur Le Maire

